

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE LA  
RÉUNION  
COMMUNE DE SAINT-PIERRE



**ARRÊTÉ MAN0182PG2024**

**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION  
DU DOMAINE PUBLIC SUR DIVERS SITES DE  
SAINT-PIERRE DANS LE CADRE DE LA  
MANIFESTATION INTITULÉE « EN ROU LIB »  
LE DIMANCHE 25 FEVRIER 2024**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE**

**VU** la loi du 19 mars 1946 érigeant LA RÉUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

**VU** la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'organisation et de programmation relative à la sécurité, notamment son article 23-1 ;

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L 2125-1 et suivants, L 2111-1, L 3111-1 ;

**VU** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

**VU** l'article L .2212-2, les articles L.2213-1 et suivants, les articles L.2214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

**VU** l'article L 411-1, les articles R 110-1 et suivants R 411-3 et suivants, R411-18, R 411-21-1, R 411-24, R 411-25, R 411-28 du code de la route.

**VU** le Code de la Santé Publique R1334-30 à 37.

**VU** le Code Pénal notamment ses articles L.223.1 et suivants, 322.1 et suivants, R.610-5, R.622-2, R.623-2, R.631-1, R.632-1, R.641-1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°1969/DRASS/SE en date du 7 janvier 2010 relatif à la lutte contre le bruit du voisinage

**VU** l'arrêté DRH2020-1612 portant délégation de signature du Maire à Monsieur **Daniel ELLY**, Directeur Général des Services ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du mardi 21 février 2023, affaire n°23/1072 portant modification de la tarification des redevances d'occupation du domaine public et autres prestations de services.



**CONSIDÉRANT** que pour le bon déroulement de la manifestation intitulée « **EN ROU LIB** », organisée par l'**Office des Sports et du Temps Libre de Saint-Pierre (OSTL)**, il y a lieu de réserver divers sites de Saint-Pierre, le dimanche 25 février 2024.

## ARRÊTÉ

**ARTICLE 1/** Le public est informé que dans le cadre de la manifestation intitulée « **EN ROU LIB** », l'organisateur occupera le domaine public sur les sites suivants, le dimanche 25 février 2024 de 06h00 à 23h00 :

- place du forum
- place du Rotary

**ARTICLE 2/** Les conditions d'occupation de cet emplacement sont les suivantes :

-Son occupation est dépourvue de tout caractère commercial et ne peut en conséquence, faire l'objet ni de cession, ni de location, ni de prêt.

- Sa durée : cf. article 1.

**-Ouverture au public : le dimanche 25 février 2024, de 09h00 à 22h00.**

L'organisateur est autorisé à installer le matériel suivant :

- \* 18 chapiteaux
- \* 22 tables
- \* 80 chaises
- \*50 barrières
- \*2 toilettes chimiques

-L'Association Assistance Secours à Personnes (ASAP) mettra en place un dispositif prévisionnel de secours de petite envergure.

-L'organisateur doit s'assurer que le nombre de personnes présentes simultanément sur le site ne dépasse pas 800.

Etat et entretien de l'emplacement: **L'organisateur** doit maintenir en bon état de propreté, l'emplacement concédé et se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité. Il ne devra établir aucun dispositif ni utiliser aucun matériau susceptible de compromettre la sécurité et la salubrité publiques.

**ARTICLE 3/** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4/** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication selon les règles en vigueur.

**ARTICLE 5/** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative ayant pris l'acte, Monsieur le Maire, rue Méziaire Guignard - BP342 - 97448 SAINT PIERRE CEDEX ou d'un recours contentieux devant le tribunal Administratif de Saint-Denis, au 27 rue Félix Guyon- 97400 SAINT-DENIS, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication.

**ARTICLE 6/** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire, Chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre, Monsieur le Chef de la Police Municipale, et l'organisateur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Pierre, le 23 Fév. 2024

Michel FONTAINE

Pour le Maire et par Délégué  
Le Directeur Général des Services

Daniel ELLY

